

veaux ensembles de données et sur les conditions à remplir pour les obtenir, ainsi que sur les modalités nécessaires, afin de pouvoir en assurer la diffusion dans les pays en développement;

4. *Prie* le Secrétaire général d'intensifier ses efforts en vue de renforcer la capacité des pays en développement à appliquer les techniques de télédétection pour identifier et, ensuite, prospector, exploiter et mettre en valeur leurs ressources naturelles, et d'organiser à cette fin, à l'intention des pays en développement, des ateliers, séminaires et stages de formation au niveau régional ou au niveau des pays;

5. *Prie également* le Secrétaire général de présenter au Comité des ressources naturelles, à sa treizième session, un rapport sur l'application de la présente résolution.

32^e séance plénière
26 juillet 1991

1991/90. Coordination des programmes des organismes des Nations Unies dans le domaine des ressources naturelles

Le Conseil économique et social,

Ayant à l'esprit la section I de la résolution 45/253 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1990, concernant le plan à moyen terme pour la période 1992-1997, et en particulier le programme 19 du plan à moyen terme relatif aux ressources naturelles¹²⁴,

Rappelant ses résolutions 1987/13 du 26 mai 1987 et 1989/12 du 22 mai 1989,

Convaincu qu'il faut accroître l'efficacité et l'utilité des activités des organismes des Nations Unies dans le domaine des ressources naturelles,

Soulignant le rôle crucial des ressources naturelles dans la croissance et le développement économiques, en particulier dans les pays en développement,

Se félicitant de la coordination accrue des activités des organismes des Nations Unies dans le domaine des ressources naturelles, en particulier des ressources en eau,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur les activités des organismes des Nations Unies dans le domaine des ressources en eau et des ressources minérales et énergétiques¹²⁵;

2. *Prie* le Secrétaire général de présenter au Comité des ressources naturelles, à sa treizième session, un rapport mis à jour contenant un aperçu des activités des organismes des Nations Unies en ce qui concerne les ressources en eau, minérales et énergétiques, avec indication des organismes ou services des Nations Unies mandatés pour exécuter des travaux dans ces domaines

¹²⁴ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Supplément n° 6 (A/45/6/Rev.1), vol. I.

¹²⁵ E/C.7/1991/10.

et de la mesure dans laquelle les directives données par le Comité ont été appliquées;

3. *Se félicite* de la mise en place de mécanismes de coordination des activités relatives à l'eau et à l'assainissement, notamment le Comité directeur interinstitutions pour l'action coopérative de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, le Groupe intersecrétariats pour les ressources en eau du Comité administratif de coordination et le Conseil de collaboration pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement;

4. *Prie* le Secrétaire général, en sa qualité de président du Comité administratif de coordination, de faire figurer dans le rapport annuel qu'il doit présenter au Conseil économique et social, à sa session ordinaire de 1992, un chapitre sur les meilleurs moyens de coordonner au mieux les activités relatives aux ressources minérales et énergétiques;

5. *Prie également* le Secrétaire général d'établir, pour que le Comité des ressources naturelles l'examine à titre prioritaire à sa treizième session, une compilation des décisions de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement concernant les ressources naturelles.

32^e séance plénière
26 juillet 1991

1991/91. Fonds autorenewable des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 3167 (XXVIII) de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1973, et la résolution 1762 (LIV) du Conseil économique et social, en date du 18 mai 1973, concernant la création du Fonds autorenewable des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles,

Rappelant également ses résolutions 1987/11 du 26 mai 1987 et 1989/9 du 22 mai 1989,

Conscient du rôle important que joue le Fonds en aidant les pays en développement à mettre en valeur leurs ressources naturelles,

Notant les efforts déployés pour soutenir les activités du Fonds en dépit d'un financement limité,

Notant également qu'un appui financier doit continuer à être apporté au Fonds, compte tenu de la nécessité de conserver à celui-ci son caractère autorenewable par le versement de contributions qui en reconstituent les ressources,

1. *Prend acte* du rapport de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement¹²⁶;

2. *Se félicite* du premier paiement versé au titre de la reconstitution des ressources du Fonds autorenewable

¹²⁶ DP/1991/44.

des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles à la suite de la découverte et de la mise en exploitation d'un gisement de chromite aux Philippines et note que le Fonds a activement participé aux travaux qui ont conduit à la découverte en Équateur d'un gisement d'argent à forte teneur;

3. *Prend note* des efforts entrepris pour réduire les dépenses administratives, en intégrant la gestion du Fonds à celle du Fonds des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement;

4. *Engage* les États Membres à envisager d'accroître leur concours financier au Fonds, notamment par des contributions volontaires.

32^e séance plénière
26 juillet 1991

1991/92. Programme de travail dans le domaine de la population

Le Conseil économique et social,

Rappelant les résolutions de l'Assemblée générale 3344 (XXIX) et 3345 (XXIX) du 17 décembre 1974, concernant les recommandations de la Conférence mondiale des Nations Unies sur la population, et 39/228 du 18 décembre 1984, concernant la Conférence internationale sur la population,

Rappelant également la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement¹²⁷, et la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement¹²⁸,

Rappelant en outre ses résolutions 1981/28 du 6 mai 1981, concernant le renforcement des mesures touchant l'application du Plan d'action mondial sur la population, 1985/4 sur les incidences des recommandations de la Conférence internationale sur la population et 1985/6 sur la condition et le rôle de la femme et la population, toutes deux du 28 mai 1985, 1986/7 du 21 mai 1986 sur les questions de population, 1989/89 sur la situation démographique des pays les moins avancés, 1989/90 sur l'incorporation des facteurs démographiques dans la Stratégie internationale du développement pour la quatrième décennie des Nations Unies pour le développement, 1989/91 sur la convocation d'une réunion internationale sur la population en 1994, 1989/92 sur le renforcement des mesures relatives à la réalisation du Plan d'action mondial sur la population et 1989/94 sur l'appui de l'Organisation des Nations Unies aux pays d'Afrique dans le domaine de la population, toutes du 26 juillet 1989,

Soulignant les relations qui existent entre la population et le développement, telles qu'elles sont indiquées dans la résolution 45/216 de l'Assemblée générale, en

date du 21 décembre 1990, à savoir l'appui que les programmes de travail des organismes des Nations Unies dans le domaine de la population apportent à la réalisation des buts et objectifs de la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, et de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement¹²⁹ et prenant en considération les besoins particuliers des pays en développement, ainsi que la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement et la poursuite des objectifs de la coopération économique,

Rappelant le rapport de la Conférence internationale sur la population, au cours de laquelle il a été réaffirmé que les principes et les objectifs du Plan d'action mondial sur la population restaient entièrement valables¹³⁰,

Réaffirmant l'importance du rôle de la Commission de la population en tant qu'organe consultatif du Conseil économique et social pour les questions de population,

Prenant acte du rapport de la Commission de la population sur sa vingt-sixième session¹³¹ et des vues qu'il expose sur les progrès accomplis dans les travaux menés dans le domaine de la population et sur le projet de programme de travail,

1. *Note avec satisfaction* les progrès réalisés dans l'exécution du programme de travail pour l'exercice biennal 1992-1993 et du plan à moyen terme pour la période 1992-1997;

2. *Prie* le Secrétaire général :

a) De continuer d'accorder un rang de priorité élevé au suivi des tendances et politiques démographiques dans le monde, y compris à l'examen approfondi de certaines questions, et à l'examen et à l'évaluation du Plan d'action mondial sur la population;

b) De poursuivre les travaux dans les domaines suivants :

- i) Les études sur les rapports entre la population et le développement, une attention particulière étant accordée aux études destinées à promouvoir l'intégration de facteurs démographiques à la planification du développement, ainsi qu'aux questions relatives à l'environnement, au rôle des femmes et à la mise en valeur des ressources humaines;
- ii) Les études sur les rapports entre la condition et le rôle de la femme et la population;
- iii) L'analyse comparée des politiques démographiques, y compris l'analyse des résultats de la sep-

¹²⁹ Résolution 35/56 de l'Assemblée générale, annexe.

¹³⁰ Voir *Rapport de la Conférence internationale sur la population, Mexico, 6-14 août 1984*, (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.84.XIII.8 et rectificatifs), chap. I^{er}, sect. B, par. 1.

¹³¹ *Documents officiels du Conseil économique et social, 1991, Supplément n° 7 (E/1991/27)*.

¹²⁷ Résolution S-18/3 de l'Assemblée générale, annexe.

¹²⁸ Résolution 45/199 de l'Assemblée générale, annexe.